

Erdogan et les musulmans de France s'en foutent, de la charte de Macron



Cela fait des années que, sur Riposte Laïque, nous mettons en garde ceux qui nous gouvernent contre le « machiavélisme » d'Erdogan, le dictateur turc. Personnellement avec mes articles depuis 2015, mais cela ne semble pas émouvoir nos « élites », et celles de l'Europe, qui considèrent la Turquie d'Erdogan, puisque membre de l'OTAN, comme une alliée.

Or Erdogan en personne, notamment lors de sa mise en garde adressée directement au CFCM : « **Les musulmans de France sont sous ma protection. Ceux qui vous touchent me touchent.** » (Emmanuel Macron, Gérald Darmanin s'imaginaient naïvement qu'ils étaient, eux, les protecteurs de « l'islam de France »).

Et s'il n'y avait que nous qui mettions en garde, mais non, également la DGSI, la DGSE et même la DRPP (Direction du renseignement de la préfecture de police) encore fin octobre 2020. Tous informaient «sur une véritable stratégie d'infiltration dirigée par Erdogan», via ses réseaux organisés par l'ambassade de Turquie et le MIT (Service d'espionnage

turc), non seulement à travers la population turque installée chez nous, mais également grâce aux organisations musulmanes infiltrées dans notre vie politique locale et régionale, grâce à l'appui d'élus inféodés.

Manuel Valls, à l'époque ministre de l'Intérieur, l'évoquait : « *Dans une sorte de naïveté, on n'a pas immédiatement vu le double jeu d'Erdogan. Il n'avait pas révélé son vrai visage et ses intentions réelles.* » (C'était l'époque où il était fortement question de son « entrée » dans l'Union européenne).

La Turquie a largement investi dans l'édification d'un réseau d'écoles qui éduquent les enfants musulmans selon les préceptes du parti islamiste fondé et dirigé par Erdogan.

« *Le problème est que ces enfants, formés par un État étranger, et sensibilisés aux thèses islamistes, sont de futurs binationaux français.* », selon un expert universitaire.

Les professeurs de ces écoles appartiennent pour la plupart au réseau « Maarif », doté d'antennes dans plus de 60 pays et voué au rayonnement culturel de la Turquie « **afin de promouvoir une scolarité conforme à la ligne islamique prônée par Erdogan** ». Et particulièrement bien implanté en Alsace, où se situent des lieux de diffusion de l'idéologie islamiste et où ils sont chargés de récolter des renseignements destinés au MIT turc.

La branche française se présente comme l'UID (Union internationale des démocrates). Il s'agit de la Turquie d'Erdogan mais je vous jure que je ne plaisante pas ! Elle couvre au moins 7 associations locales qui sont chargées d'améliorer et d'organiser des manifestations pour « soutenir les principes idéologiques de la Turquie d'Erdogan ».

Deux mouvements s'occupent tout particulièrement de cette propagande idéologique « d'un islam politique » : le CCMTF et le « Milli Gôrüs ». L'un de ses responsables a été propulsé à la tête du CFCM et le secrétaire général de Milli Gôrüs en

Allemagne, Bekir Altas, a donné ses directives pour « saboter les discussions sur la fameuse « Charte », ce qu'il a réussi à faire puisque 4 sur 9 ont refusé de la signer.

Il dispose pour cela d'environ 250 lieux de prière en France, qui lui sont directement rattachés.

L'objectif, nullement dissimulé, « est de s'insérer dans la vie politique française avec des candidats nationaux, grâce aux élections locales, notamment à Strasbourg, Colmar ou Mulhouse (pour commencer) et cela a été réussi lors des municipales de 2020, où plusieurs conseillers municipaux, connus pour leur sympathie à l'égard d'Erdogan, sont d'ores et déjà ses oreilles au sein des municipalités.

Le secrétaire général du CFCM, Fatih Sarikir, un Franco-Turc de 45 ans élu pour six années, est actuellement la figure de proue de cet islamisme et la cheville ouvrière des « Frères musulmans ». Il a pesé de tout son poids et de son pouvoir afin que cette fameuse « Charte » ne soit pas ratifiée. Il avait même déclaré que : la notion «Islam de France était de la merde».

Fiché comme étant en relation avec la mouvance islamiste radicale, il a été imposé à ce poste directement par le président Mohammed Moussaoui, selon certains membres.

Les services de renseignements ont informé leur hiérarchie que ces deux personnages, Bekir Altas et Fatih Sarikir, sont en contact permanent avec la mouvance islamiste radicale de l'agglomération parisienne, notamment en Seine-Saint-Denis, et avec plusieurs individus « connus pour leur engagement favorable au djihad. ».

Vous y croyez, vous, à cette « Charte des principes pour un islam de France » ? Moi, pas !

Manuel Gomez